

Compte rendu de la conférence-débat de Thomas Gassilloud sur la Défense le 20 janvier 2025

Seul le prononcé fait foi

Introduction

La notion de défense s'inscrit dans une conception large, englobant non seulement l'aspect militaire, mais aussi les dimensions économiques et de renseignement. Le rôle de chef des armées confié au Président de la République, s'inscrit dans l'héritage de De Gaulle et dans la nécessité d'une légitimité confiée par le suffrage universel à celui-ci, notamment pour l'usage de la dissuasion nucléaire. Les députés jouent également un rôle essentiel en votant le budget et en contrôlant l'action du Gouvernement, bien que ce dernier soit actuellement bloqué. Un important travail concerne le code de la défense, le statut des militaires, la ratification des traités, ou encore le contrôle des exportations d'armements, domaine dans lequel la France figure parmi les premiers exportateurs mondiaux (2e ou 3e place). Des avancées législatives en la matière ont notamment été introduites lors de l'examen de la LPM 2024 - 2030.

La gradation de l'usage de la force nécessite une architecture institutionnelle adaptée à un monde en constante mutation. Ces évolutions s'accroissent notamment avec l'émergence de ruptures technologiques, comme le développement du quantique, la maîtrise des codes pour préserver le secret, la détection sous-marine des sous-marins nucléaires, ou encore l'intégration de l'intelligence artificielle et de la robotique, qui ont des impacts considérables.

La guerre en Ukraine illustre bien la complexité de ces enjeux, mêlant des combats en tranchées rappelant Verdun et l'utilisation massive de drones (jusqu'à 100 000 par mois), incarnant une guerre hybride entre tradition et modernité.

Dans notre système démocratique, la place du citoyen est importante, supposé avoir un niveau de connaissances minimales sur la défense. Au retour de la confrontation, il doit savoir parler le langage du rapport de forces. 50 milliards d'euros, le budget va doubler entre 2025 et 2030. C'est un plancher à 2 % du PIB. Les contribuables sont en droit de savoir où va leur argent.

Thucydide insiste sur le caractère de ses concitoyens dont la force morale compte pour développer cette culture de défense, sujet majeur dans le choix de candidats .

Tout le monde aspire à la paix, mais pour faire la guerre, un seul suffit. La paix, en revanche, nécessite l'accord d'au moins deux parties. Vouloir la paix n'est donc jamais une condition de sécurité suffisante. Le déclenchement d'une guerre comporte toujours une part d'irrationnel, mais il est crucial de savoir si l'on est prêt à y faire face. L'adage *Si vis pacem, para bellum* (« Si tu veux la paix, prépare la guerre ») prend alors tout son sens. Quelle est notre vision pour la France ? Sommes-nous prêts à la défendre par tous les moyens, jusqu'au bout de nos territoires ultra-marins, comme les Britanniques l'ont fait au temps des Malouines ?

La date de cette conférence, qui coïncide avec l'investiture de Trump, est symbolique, car la sécurité européenne repose largement sur les États-Unis. Depuis les années 1960, des choix stratégiques, tels que la dissuasion nucléaire, ont constitué un pilier central. La France, seul État

européen doté de l'arme nucléaire, est l'une des cinq puissances permanentes du Conseil de sécurité de l'ONU. Depuis, plusieurs États ont la dissuasion ou peuvent être sur le point de l'avoir (Inde, Corée du Nord, Iran, Israël). Mais jusqu'à quel point cette dissuasion nucléaire nous protège-t-elle vraiment ? Avec un éventuel retour de Trump, il est clair que la défense européenne reste étroitement liée aux intérêts américains, notre sécurité en dépendant fortement. À ce jour, environ 50 000 soldats américains sont encore stationnés en Allemagne.

L'Europe, quant à elle, n'est pas encore prête à assurer seule sa sécurité. Historiquement, la France n'a connu que peu de périodes de paix. La guerre froide a opposé l'URSS aux États-Unis, donnant naissance à des alliances comme l'OTAN, tandis que des conflits éclataient ailleurs (Vietnam, Afrique), témoins des luttes de puissance globales. À la fin des années 1980, après l'effondrement du Pacte de Varsovie, l'Occident a voulu s'imposer comme le « gendarme du monde », intervenant en Irak, dans les Balkans et en Afghanistan, avec la participation active de la France. C'était une époque où, sûr de lui, l'Occident cherchait à promouvoir l'État de droit et l'économie de marché mondiale, évoquant même « les dividendes de la paix ».

Toutefois, les attentats de 2001 ont marqué le début de la guerre contre le terrorisme, mobilisant des centaines de milliers de soldats et des moyens financiers considérables, notamment par les États-Unis (Irak, Afghanistan, etc). Ces efforts se sont soldés par des échecs cuisants, tout comme l'intervention française au Sahel depuis 2013.

En 2014, l'annexion de la Crimée par la Russie a illustré l'émergence de puissances révisionnistes, telles que la Russie et la Turquie, remettant en cause les principes du droit international, tout comme l'intangibilité des frontières. Des conflits continuent de sévir au Proche-Orient, en Arménie ou encore en Azerbaïdjan, avec des régimes autoritaires défiant des démocraties. Face à la faiblesse du droit international, peut-on espérer que des forces mandatées par l'ONU parviennent à en renforcer l'autorité et à défendre l'ordre mondial ?

La guerre est le fait de régimes autoritaires. La motivation profonde de Poutine, c'est la crainte d'une démocratie durable en Ukraine.

Panorama stratégique de 2025

Des faiblesses stratégiques subsistent et pourraient être exploitées. Pour y remédier, des objectifs clairs et des ruptures nécessaires doivent être définis. Trois modèles se distinguent :

1. **Une armée réduite combinée à la dissuasion nucléaire**

C'est le modèle actuel de la France : une armée professionnalisée composée de 77 000 militaires pour la force opérationnelle terrestre par exemple, appuyée par la dissuasion nucléaire. Cependant, ce modèle montre ses limites. Israël, pourtant doté de l'arme nucléaire, a été la cible de l'Iran, qui a tiré 300 missiles balistiques. De même, lors de la guerre des Malouines, les Britanniques ont mobilisé 200 000 soldats pour reconquérir le territoire, combinant leur force expéditionnaire à leur dissuasion nucléaire.

2. **Un modèle taillé pour défendre l'Europe de l'Est (1989-1990)**

Ce modèle repose sur des forces terrestres lourdes, notamment de vastes bataillons de

chars, pour faire face à un ennemi situé à l'est. C'est la stratégie adoptée par des pays comme la Finlande et la Pologne, qui considèrent la Russie comme une menace directe. En comparaison, la France ne dispose que de 200 chars Leclerc, tandis que l'entraînement des équipages est insuffisant, limité à une cinquantaine d'heures par an.

3. **Un modèle maritime et outre-mer**

La France, avec son immense domaine maritime (le deuxième au monde), pourrait se concentrer sur la défense de ses territoires ultramarins. Avec 3 millions de Français vivant dans l'Indopacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie), la maîtrise de la mer est essentielle pour le commerce et la souveraineté nationale. Ce modèle nécessite des capacités navales robustes, incluant un porte-avions, car « qui tient la mer, tient le commerce ».

Les ruptures nécessaires

Pour faire face aux défis actuels, des transformations profondes sont indispensables, notamment pour préparer une économie de guerre. Cela inclut :

- **Refabrication de munitions** (par exemple, la poudre) et modernisation de l'armement
- **Exportation d'armements** pour financer la recherche et le développement, les commandes nationales étant insuffisantes.
- **Innovations technologiques** : intégration de l'intelligence artificielle, lancement de projets spatiaux et déploiement de drones.
- **Maîtrise du spatial** : en Guyane, à Kourou, les satellites de télécommunication et les capacités de lancement (retard sur Ariane 6) doivent être développés pour protéger les infrastructures spatiales et éviter des sabotages, comme l'arrachage de câbles sous-marins.

Tous les espaces de liberté, qu'ils soient terrestres, maritimes, aériens ou numériques, deviennent des espaces de conflictualité. Pour répondre à ces défis, la capacité des soldats à maintenir un haut niveau de professionnalisme est cruciale.

Défis géopolitiques

La capacité de l'OTAN et de l'Europe à dissuader une agression russe reste une question centrale. Même en cas de paix en Ukraine, Poutine pourrait chercher d'autres opportunités pour agresser ses voisins. Par ailleurs, dans l'Indopacifique, la Chine revendique les eaux internationales, affirmant qu'elles lui appartiennent. Cette volonté hégémonique, visant à devenir la puissance mondiale numéro un, est inacceptable pour les États-Unis.

Les démocraties, quant à elles, sont devenues des cibles privilégiées. Des stratégies visant à saper de l'intérieur la confiance dans les institutions cherchent à décourager les peuples et à affaiblir les systèmes démocratiques. Ces menaces nécessitent une réponse stratégique, combinant dissuasion militaire, innovation technologique et renforcement des alliances internationales.

Débat

Où en est-on dans l'organisation de l'industrie militaire qui ne pourra être qu'en Europe ?

Aux États-Unis et en Chine, l'État soutient l'armement. Ce n'est pas assez le cas dans nos

économies de marché. Naïveté des Européens, grand émiettement des industries de défense . Il faudrait faire plus d'investissement. Donc porter ensemble jusqu'au bout les grands projets : chasseur du futur, système de combat du futur, char du futur.

Comment se passe le travail à l'intérieur de la commission de défense?

C'est plus consensuel (qu'à l'Assemblée) car il s'agit de la cellule de base de l'état, la première raison d'être de l'État, c'est sa sécurité. Les communistes (F. Roussel) sont contre la dissuasion mais on discute. Les écologistes sont partagés, consensus chez les autres. Au RN les projets européens sont remis en cause mais le RN est dans une stratégie de normalisation. Les communistes s'opposent à une trop grande part du privé, ils voudraient principalement des arsenaux et des ouvriers de l'État. Il faut un consensus pour faire progresser notre effort de défense.

Peut-on savoir la part du budget consacré à la dissuasion ?

C'est 13% , 6 milliards soit 10 euros par Français et par mois : 4 sous-marins nucléaires lanceurs d'engin : la dissuasion océanique n'est pas démonstrative. Les avions permettent de le faire.

Il faudrait une personne d'avis contraire pour ce débat...

Michel Pelosse, l'organisateur de cette conférence répond :

« J'ai cherché mais un militaire de carrière ne viendra pas débattre ici. Deux professionnels en face à face seraient tenus au devoir de réserve. Si vous connaissez quelqu'un de compétent, dites-le moi. »

Le statut militaire est le plus réglementé parce qu'il donne la capacité de tuer sur ordre. Cela suppose tout un corpus juridique.

Je m'interroge sur les bases technologiques de la défense. La France prend plus conscience du sujet géopolitique. Trump veut qu'on passe à 3 % de notre budget. Il y a une épargne privée mais on ne sait pas se donner les moyens financiers. De Gaulle a trouvé l'argent pour mettre au service du nucléaire. Quand va-t-on réagir? Il faut des investisseurs.

Ce sont 450 millions d'Européens qui demandent à 350 millions d'Américains de les défendre contre 150 millions de Russes!

2 % du PIB est-ce suffisant? Combien mettre dans notre défense, sachant notre endettement ?

Je prépare pour juin 2025 un rapport sur le choix des investissements à faire. Aller au-delà de l'enveloppe financière? Mon ADN politique, c'est de rester dans le cadre des budgets. Une rallonge ? Pourquoi pas, mais il faut avoir les capacités de production industrielles. Relancer une industrie de la défense, cela prend du temps.

La question du service national. Nos concitoyens se reposent sur l'idée qu'il n'y a plus de conflit. Je connais une jeune Finlandaise qui a appris qu'il ne faut jamais faire confiance aux Russes. Les citoyens finlandais s'engagent. Ils ont une mémoire de ce qui s'est passé. Plus près de nous, nos collègues suisses ont une culture de la défense.

L'exemple finlandais est très bon, par l'implication des citoyens. Ils montrent qu'on peut se défendre à moindre coût. Quand ils ont été envahis par les Russes, ils ont montré que toute une population peut s'opposer. Un esprit guerrier dans un état décentralisé : ces 6 millions d'habitants dispersés sur un grand territoire comptent moins sur l'état. On est à l'opposé. Les Français ont un état puissant qui dit : *Je m'occupe de tout*. Notre État rassure, quitte à parfois déformer un peu les faits (Tchernobyl) tandis que les Finlandais montrent le risque tel qu'il existe. Et ils sont les plus heureux du monde ! Chacun a une responsabilité pour faire face aux défis. La puissance publique ne peut pas tout faire. Associer plus les Français à la défense les rendrait plus responsables et notre pays serait peut-être plus heureux...

Mon avis sur le service national?

Une classe d'âge, c'est 800.000 dont 400.000 garçons.. Le rétablissement du service militaire aujourd'hui ne correspond pas à un besoin stratégique mais c'est une expérience sociale qui peut apporter un rapport au collectif pour la jeunesse. On peut revenir sur cette suspension mais je pense qu'on ferait mieux de s'équiper en chars et en canons avant.

On va augmenter les réserves qui peuvent s'engager 30 à 60 jours par an dans les armées.

Qui va diriger l'armée européenne ?

Il n'y a pas d'armée européenne, ni otanienne. Chaque pays européen dans l'Otan a son armée. Le fonds européen facilite les achats. On peut garder la structure otanienne. La France a un rôle de leadership en Europe. Mais les Allemands contribuent plus.

Dans une étude sur l'armée, je n'ai pas entendu une révision de notre stratégie. Il y a une évolution des besoins ; notre porte avion dans l'océan pacifique : il est vain de prétendre jouer un rôle là-bas alors qu'il y a le feu à l'Europe de l'est.

Le Ministère des Armées publie une revue nationale stratégique, actualisée selon les menaces. C'est le seul Ministère qui a une stratégie à très long terme. Répartir les moyens ; c'est compliqué de choisir : on a des compatriotes en Asie. Un grand nombre de problèmes à traiter pour un pays comme la France qui représente seulement 1 % de la population mondiale ! Or ce petit pays est membre permanent du Conseil de sécurité ; il a des territoires en indopacifique. Il fait partie de la francophonie. Il incarne une 3ème voie entre la Chine et les Etats-Unis. En fait, on peut faire beaucoup de choses.

Dissuasion nucléaire : on va détruire la Russie ? La France a-t-elle les moyens de ses ambitions ?

La dissuasion nucléaire française n'est plus utilisée dans un cadre tactique. Nos missiles intercontinentaux se limitent à la stricte suffisance : 300 têtes nucléaires. Traité de non-prolifération nucléaire. La France, c'est le pays le plus de bonne foi : agir pour le progrès du désarmement dans une phase de prolifération actuelle. L' Iran sous le seuil. Cela devient sérieux. Les Iraniens ont des comportements plus instables.

Nous sommes dans un état de droit. Ce droit ne s'applique pas partout. La justice sans la force, ce n'est rien ! On doit chérir notre état de droit. Contre les Etats bandits, le 17 n'existe pas pour vous défendre.

14 février 2003 : Refus de l'alignement devant les Américains. Nous allons subir un choc,

l'affrontement en face de l'homme, les partisans du collectif, qui contrôle l'individu comme en Chine (les nouvelles routes de la soie ...) Face à ces deux blocs, pouvons-nous incarner une 3ème voie d'hommes libres et égaux ? Des citoyens qui priment sur l'individu ou le collectif. Qu'avons-nous en face ? Une commission européenne qui veut acheter plus de gaz de schiste, une banque centrale qui dit : « Il suffit d'acheter des armes, des avions ». Avec un risque élevé de vassalisation. Il faut investir d'urgence dans l'armement et aussi dans l'homme européen, conscient de ses valeurs et capable comme les Finlandais. Imposer un mode de conception du monde qui ne passe pas que par les armes.

Il est question de l'intervention de Villepin qui s'est opposé à la 2ème guerre en Irak de Georges Bush, fils. La France avait alors une autonomie en matière de renseignement et cette intervention américaine était en dehors du droit international.

Quant à la place de l'homme, c'est une question de civilisation. Je constate en discutant avec d'autres que l'idée démocratique de l'État nation n'est pas partagée. On n'est pas forcément en guerre. La démocratie est en recul. L'homme fort, Poutine ou la Chine, c'est un modèle qui attire dans le monde. De fait, le système chinois a réduit la faim dans le monde et déclare : *Je t'apporte la prospérité mais en échange c'est moi qui contrôle ta vie.* Si les Chinois réclament un peu plus de démocratie (comme au temps de la covid...), plus de liberté individuelle, et le parti chinois sait que les Chinois vont le demander, c'est pourquoi il garde en réserve l'attaque de Taiwan. Unir le pays contre un ennemi extérieur.

L'autre a ses valeurs et veut les défendre. Une partie des Russes, galvanisés par le retour de la grande Russie, soutiennent l'agression de Poutine. La guerre, ce peut être entre deux personnes de bonne foi qui se battent.

Les forces armées ne sont pas censées intervenir sur le territoire national, sauf si les moyens civils sont insuffisants (Mayotte) en capacités de transport, par exemple. Il n'est pas dans le rôle de l'armée d'intervenir en permanence sur le territoire national à la place des gendarmes ou des policiers (opération sentinelle).

Sur le narcotrafic, les armées ont un rôle dans les eaux internationales, en Afrique, au sud Maroc ou en Mauritanie. Voies de trafic de drogue depuis l'Amérique du sud. Complexité juridique, selon les pavillons. Parfois de bons résultats. Le blanchiment d'argent qui lui est lié, doit être intercepté avant son entrée dans le système bancaire.

En Europe, il y a des positions différentes par rapport à la guerre en Ukraine. Quant à la relation avec les Etats-Unis, comment a-t-on prévu notre défense ?

Tout dépend de la géographie. En Allemagne il y a moins de mobilisation qu'en Pologne., moins encore en Espagne et au Portugal. Selon Jean Monnet, l'Europe n'avance que dans la nécessité car c'est plus confortable de ne rien faire. Une politique européenne de la sécurité : la France est jalouse de sa sécurité et un peu schizophrène entre la défense européenne et ses intérêts. Une politique d'exportation commune en Arabie saoudite (pas les Allemands...) Si un jour on doit envoyer des troupes, êtes-vous prêts à risquer la vie de vos enfants envoyés par un dirigeant européen ? Les pays pratiquent une stratégie indirecte en soutenant ceux qui sont en première ligne.

Quelle peut être la durée du conflit entre la Russie et l'Ukraine ? Des mesures d'embargo sont prises, les ressources russes, c'est la Corée...

Les Russes n'avaient pas imaginé une telle résistance en Ukraine. Maintenant la Russie s'est organisée de telle sorte qu'une oligarchie, des gens ont intérêt à faire la guerre. Quand, après la mort d'un soldat, sa famille reçoit 5000 ou 10.000 euros, elle n'est pas mécontente! A Saint-Pétersbourg, ils sont tranquilles ! Quand un dictateur engage une guerre, on peut vider les prisons en vue de la mobilisation. Je crains une accoutumance à la guerre.

La dissuasion nous protège. Question : si l'Ukraine avait gardé sa force nucléaire, la Russie l'aurait-elle attaquée ? La dissuasion est la conséquence du « Plus jamais ça, » après la 2ème guerre mondiale et de l'expédition de Suez en 1956. On a gagné militairement mais les Russes nous ont fait entrer sous le chantage nucléaire. C'est pourquoi les Gaullistes, dans les années 1950-60, ont décidé de se doter de la dissuasion nucléaire. Un jour ça peut dégénérer: le seul moyen de se prémunir de conséquences graves, c'est de maintenir le dialogue.

Et de surveiller partout dans le monde les risques de dissémination par un réseau de détecteurs d'essais nucléaires (Le CEA).

Les Occidentaux sont restés prudents par rapport à la Russie. Si son système politique éclatait, le contrôle des armements nucléaires serait impossible.

On peut espérer à long terme que la Russie se rapproche des Occidentaux pour ne pas devenir le vassal de la Chine.

L'horizon de l'humanité ne peut être la guerre.

L'ONU a fait entrer en vigueur le traité de non prolifération nucléaire.

En effet une Association milite pour l'abolition de la dissuasion nucléaire. Elle a été auditionnée par la Commission de la défense. C'est un objectif souhaitable. Mais dans ce domaine, la France est plutôt exemplaire, dans la mesure où elle est engagée depuis longtemps contre la prolifération et pour la réduction contrôlée des armements.

Compte rendu rédigé par Cécile Pelosse, lu et complété par Thomas Gassillou.